



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

11 janvier 2022

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Burundi

Agence de développement du Burundi (ADB) : 8 investisseurs étrangers ont été enregistrés en 2021 / 2022 importants.

L'agence de développement du Burundi (ADB) a fait savoir que jusqu'à présent, 8 investisseurs étrangers ayant un capital de presque 50 MdsBIF (environ 25 MUSD) ont été certifiés au sein de l'agence. Le premier semestre de l'année budgétaire 2021-2022 a enregistré deux investisseurs étrangers avec un capital minimum de plus de 4 MdsBIF (environ 2 MUSD). Six investisseurs étrangers avaient été enregistrés l'année dernière pendant le deuxième semestre de l'année budgétaire (janvier à juin 2021) avec un capital de 45 MdsBIF (environ 22 MUSD). En plus d'investisseurs étrangers, l'ADB a aussi immatriculé plus de 4 milles sociétés burundaises. De juillet à décembre 2021, 21 certificats d'éligibilité aux avantages du Code des investissements ont été octroyés, correspondant à un capital prévisionnel de plus de 354 milliards BIF (environ 175 MUSD) avec une projection de 916 emplois. Parmi ces 21 projets, 10 sont du secteur de l'industrie de transformation avec 60 % du capital prévisionnel total. Les sociétés créées ont déjà investi plus de 170 MdsBIF (environ 85MUSD) par

rapport au montant prévisionnel de plus de 379 MdsBIF (190 MUSD) soit 44,83 % : « Sur 4748 emplois prévus, 2327 sont déjà créés, soit 49 % ».

Comores

Hausse des exportations de biens de 52 % en glissement annuel durant le troisième trimestre 2021

Dans son dernier bulletin trimestriel publié le 7 janvier 2022, la Banque centrale des Comores (BCC) constate une augmentation de 52 % des exportations de biens en glissement annuel au troisième trimestre 2021, passant de 5,3 MEUR à 8,1 M EUR. Cette reprise s'explique par une forte hausse des exportations de girofle (+138 %) et des autres produits (+ 304 %), malgré une forte baisse des ventes de vanille (-98 %) et une légère diminution des ventes d'ylang-ylang (-6 %). Près de 17 % des produits sont exportés vers la France, essentiellement constitués de girofle.

Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

Ethiopie

526 MUSD de café et thé exportés sur les 5 premiers mois de 2021/22

Selon l'Autorité éthiopienne du Café et du Thé, l'Éthiopie a exporté 525,6 MUSD de café et thé sur les cinq premiers mois de l'année budgétaire 2021/22, soit une hausse de 87 % par rapport à l'an dernier (281,1 MUSD). Le café représente 98 % de ces recettes (274,3 MUSD) et a enregistré une hausse de 88 %. Ces résultats s'expliquent par l'appréciation des cours mondiaux du café et les réformes entreprises par le gouvernement depuis février 2019 visant à favoriser une meilleure intégration verticale (agriculteurs et fournisseurs peuvent devenir des exportateurs) et instaurer un prix de vente plancher hebdomadaire. Les principales destinations d'exportation du café éthiopien au cours des cinq mois ont été l'Allemagne (109,8 MUSD), l'Arabie saoudite (66,3 MUSD) et la Belgique (55,0 MUSD). L'Éthiopie est le 5^{ème} producteur de café dans le monde, mais le 7^{ème} exportateur, et le café a représenté 25 % du total des exportations du pays (3,6 Mds USD) sur l'année 2020/21.

Inauguration d'une nouvelle usine de transformation d'huile d'avocat

La deuxième usine de transformation d'huile d'avocat en Éthiopie, *WBM Avocado Oil*, a été inaugurée dans le parc agro-industriel de Yirgalem. Construite pour un coût de 104 METB (environ 2 MUSD), l'usine permettrait d'engager jusqu'à 40 000 agriculteurs dans la production d'avocats. Cette nouvelle usine s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de substitution aux importations. En effet, alors que les oléagineux représentent le 3^{ème} poste d'exportations de l'Éthiopie (345 MUSD – 11,5 % des exportations en 2019/20), 95 % de la demande en huile alimentaire (74 M L/mois) reste couverte par les importations. En raison de l'insuffisance des capacités de transformation locale (2,3 M L/mois ; seulement 3,1 % de la demande), le gouvernement se voit obligé d'importer de l'huile de palme (40 M L / mois ; soit 54 %), les importateurs privés, quant à eux, couvrent 11 % de la demande (5,4 M L ; 7,3 %). Malgré une feuille de route « Exit Strategy » mise en place en 2018 pour réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires, la majorité des agroindustriels fonctionnent en sous capacité en raison de pénuries de devises et d'intrants agricoles. Pour tenter de réduire ces contraintes, la Banque centrale a inclus en décembre

2021 l'importation d'intrants alimentaires dans la première priorité pour l'allocation des devises par les banques.

Kenya

Croissance de 9,9% au troisième trimestre 2021

La reprise économique se poursuit troisième trimestre 2021 au Kenya, grâce notamment à l'assouplissement progressif des mesures sanitaires, avec une croissance du PIB qui s'établit à 9,9 %, contre -2,1% au troisième trimestre 2020. Le secteur manufacturier a connu une croissance de 9,5 % en glissement annuel, l'éducation de 64,7 %, les transport de 13,0 %, l'hôtellerie et la restauration de 24,8 % et les services financiers et assurantiels de 6,7 %. Seul le secteur agricole, en raison des sécheresses dans les comtés nord du pays, s'est contracté, de 1,8 % contre une croissance de 4,2 % au troisième trimestre 2020.

Le Kenya reprend l'exploration pétrolière dans le bassin de Lamu malgré la décision de la CIJ

Le Kenya, engagé depuis début 2021 dans une démarche de cartographie et d'identification de ses potentiels gisements en hydrocarbures offshore, accélère l'exploration de ses eaux territoriales. *ENI Kenya Business Venture (BV)* - anciennement Agip - a en effet

commencé fin décembre le forage d'un puit dans le Bassin de Lamu, qui devrait durer deux mois. Le démarrage de ces activités d'exploration intervient dans un contexte de conflit frontalier entre la Somalie et le Kenya, qui se disputent une zone de 100 000 km² le long des côtes somalo-kenyanes, notamment le Bassin de Lamu, potentiellement riche en ressources pétrolières et gazières. La Cour Internationale de Justice a tranché le différend le 14 octobre 2021 en attribuant à la Somalie une part conséquente de la zone disputée - une décision que le Kenya a fermement rejeté.

Madagascar

la Banque mondiale approuve un financement additionnel de 36 MEUR pour l'acquisition de vaccins contre le Covid

La Banque a approuvé fin décembre 2021 un financement additionnel de 41 MUSD visant l'acquisition de vaccins contre le Covid 19 à Madagascar, ainsi que le renforcement de son système de santé. Faisant suite à un premier financement de 100 MUSD approuvé fin juin 2021, il permettra la réception d'un million de doses supplémentaires de vaccins, après l'acquisition par le pays de 3,7 millions de doses dans le cadre de l'initiative Covax. Il vise également à assurer leur distribution sur le territoire, étendre les capacités de stockage au froid, et renforcer les activités de

sensibilisation et communication liées à la vaccination.

🍷 Maurice

Une inflation à 6,8 % en fin d'année 2021

L'indice des prix à la consommation progresse de 6,8 % en glissement annuel au mois de décembre 2021. Cette augmentation est notamment tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (+10 %) et des transports (+7,2 %). Elle s'explique notamment par un taux de change défavorable aux importations et par le dérèglement des flux de marchandises (frêt maritime en particulier). Elle est également favorisée par la politique monétaire accommodante de la Banque de Maurice, mise en place pour favoriser la reprise économique. Pour l'ensemble de l'année 2021, l'inflation s'établit, en moyenne, à 4,0 % en 2021 contre 2,5 % en 2020.

🍷 Ouganda

Réouverture des écoles après une fermeture de près de deux ans

Fermées depuis mars 2020 pour lutter contre la pandémie de COVID-19, les écoles ont rouvert leurs portes le 10 janvier 2022, pour accueillir les quelques 15 millions d'élèves qui n'avaient pas été

scolarisés pendant cette période (la plus longue au monde selon certains observateurs). Le ministre de l'Éducation, John Muyingo, a déclaré que tous les élèves seraient d'office inscrits dans la classe supérieure à celle qu'ils avaient quittée au moment de la fermeture et que des mesures ciblées seraient mises en place pour permettre un rattrapage des enseignements non reçus. Pour accompagner la reprise, plusieurs mesures sont décidées. D'abord au niveau sanitaire, avec notamment l'observation des gestes barrières et le contrôle de leur application par les établissements scolaires. Si comme annoncé par le Président Museveni en octobre, la reprise s'est faite sans considération du faible taux de vaccination (12,2 % des 22 millions de personnes éligibles avaient reçu une dose et seulement 3,7 % avaient un schéma vaccinal complet, en novembre), il est reporté des cas de parents ou enseignants ayant été refoulés faute d'avoir pu présenter un certificat de vaccination. Au niveau financier, les autorités entendent aussi veiller à ce que les frais de scolarité appliqués par les établissements ne soient pas supérieurs à ceux en vigueur avant la fermeture. Si elle est acclamée, la réouverture des écoles se heurtent cependant à plusieurs défis : i) un risque important d'abandon scolaire (jusqu'à 30 % selon la *National Planning Authority*) lié notamment à la pauvreté, des grossesses et mariages précoces, le travail des enfants ou encore la crainte de certains élèves de ne pas pouvoir rattraper leur retard ; ii) la défection de

certains enseignants ayant été contraints de se reconvertir pendant la période de fermeture des classes ou encore iii) le choix de certains propriétaires d'établissements de se tourner vers d'autres activités, faute de moyens pour faire face aux charges.

Rwanda

Nouvelles directives pour les producteurs et distributeurs de boissons alcoolisées

La *Rwanda Food and Drug Authority (FDA)* a introduit de nouvelles directives pour les opérateurs dans la production, le transport et le commerce de boissons alcoolisées. Parmi les nouvelles mesures, le conditionnement de boissons alcoolisées dans des récipients en plastique n'est plus autorisé, quel que soit le type d'alcool. L'emballage des boissons doit désormais indiquer clairement la nature du produit, le nom du producteur ainsi que le détail des ingrédients. Par ailleurs, les producteurs ne sont plus autorisés à emballer l'alcool dans des emballages d'autres producteurs, qu'il s'agisse de bouteilles ou de caisses. Enfin, les négociants et les distributeurs sont également tenus de n'acheter leur stock qu'auprès d'opérateurs agréés et de présenter une preuve d'achat.

Un projet d'adaptation au changement climatique de 33,5MEUR pour les communautés rurales

Le gouvernement rwandais, en partenariat avec l'ONG américaine *Wildlife Conservation Society (WCS)*, développe actuellement un projet d'adaptation au changement climatique au bénéfice des communautés rurales vivant à proximité de trois parcs nationaux (Volcans, Nyungwe et Gishwati-Mukura). Cette initiative devrait permettre de i) réduire la déforestation, ii) améliorer la protection de la biodiversité, iii) renforcer les capacités rwandaises de planification et de gestion de l'environnement, et iv) générer un développement économique des communautés riveraines par la création d'activités génératrices de revenus. Le projet, dont le budget est estimé à près de 33,5 MEUR, sera notamment soutenu par le Fonds vert pour le Climat, qui doit approuver la proposition finale courant 2022.

Seychelles

la Banque centrale réduit de moitié le plafond des avances à court terme à 250 MSCR

Le Comité de la Banque centrale seychelloise (BCS) a pris la décision le 30 décembre 2021 de réduire de moitié le plafond des avances à court terme à 250 MSCR (15,8 MEUR) contre 500 MSCR (31,6 MEUR) fixés deux ans auparavant. Cette décision est motivée par la reprise des activités économiques constatées en 2021, qui auront un impact positif sur les recettes publique en dépit des

incertitudes liées à la résurgence de nouveaux variant du Covid-19. Les taux d'intérêt appliqués à ces avances seront égaux au taux moyen appliqué aux bons de Trésor à 91 jours à la date où les fonds sont crédités, majoré de 0,5 %.

❖ Somalie

Pas de brèves cette semaine.

❖ Soudan

Nomination d'un nouveau Premier ministre et création d'un nouveau gouvernement : toujours l'impasse

La démission du premier Ministre, Abdallah Hamdok, ce 2 janvier a mis fin à l'accord signé entre lui et le Président du Conseil de la Souveraineté, le 21 novembre. Ce départ complique une situation déjà très incertaine. La nomination d'un nouveau premier ministre par le Conseil de la Souveraineté semble une mission difficile, voire impossible, alors que les manifestations réclamant le départ du Président de ce Conseil et l'instauration d'un régime purement civil se poursuivent d'une manière très régulière, notamment à Khartoum. Par ailleurs, l'émissaire de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, a annoncé, le 10 janvier, le lancement de discussions avec toutes les composantes, civiles et militaires, visant à résoudre la crise politique que

traverse le Soudan. Si cette annonce semble avoir été accueillie favorablement par la composante militaire, certains éléments de la composante civile y semblent réticents.

Baisse de l'inflation en novembre

Malgré une augmentation à la mi-novembre des prix de carburant de 13 %, l'inflation a encore reculé au mois de novembre enregistrant un taux de 339 % en glissement annuel, comparé à 351 % en octobre et 366 % en septembre. Ce recul s'accompagne, toujours, d'une stabilité relative du taux de change due à la faiblesse de la demande suite à la faible activité des ports de Port Soudan et aux ventes régulières de devises par la Banque centrale - sur 50 MUSD proposés par la Banque centrale lors de la seizième vente de devises, mi-décembre, 5,1 MUSD seulement ont trouvé acquéreur. Ni la démission du PM, ni les manifestations actuelles, n'ont, pour l'instant, affecté significativement ce taux de change. A noter, l'augmentation en ce début d'année de 400 % en moyenne du tarif de l'électricité, qui était fortement subventionné.

Nouvelles mesures contestées par les exportateurs d'or

La Banque centrale vient de publier un ensemble de mesures concernant l'exportation d'or fixant un délai de 5 jours seulement (contre un mois précédemment) aux exportateurs pour réutiliser leurs recettes d'exportation ou, à défaut, les céder à la Banque centrale. La Banque Centrale exige que le

raffinage de l'or soit effectué exclusivement à la raffinerie de Khartoum. D'après certains exportateurs, ces mesures risquent de gravement affecter, voire arrêter, les exportations officielles d'or notamment à cause de la lenteur et du coût élevé de traitement à la raffinerie locale (au moins 300 % plus important qu'à Dubaï). Pour rappel en 2020, l'or représentait 39 % (contre 31 % en 2019 et 25 % en 2018) des exportations soudanaises.

Soudan du Sud

Le Gouverneur de la Banque centrale, Dier Tong Ngor, en poste depuis 14 mois, a été limogé le 3 Janvier par le Président Salva Kiir

Nommé en novembre 2020, pour la 2^{ème} fois au poste de gouverneur de la Banque centrale, Dier Tong Ngor a été limogé le 3 janvier par décret du Président Salva Kiir, sans mention des raisons de cette décision. Il est remplacé par Moses Makur Deng, qui exerçait jusque-là les fonctions de directeur général de la supervision bancaire, de la recherche et des statistiques de l'institution. Pendant son mandat, M. Dier Tong Ngor a engagé un certain nombre de réformes économiques, visant à juguler l'inflation galopante et réduire les distorsions sur le marché des changes. Le Président a également remplacé le premier sous-secrétaire aux finances et à la planification (désormais M. Simon Ladu) et le sous-secrétaire du ministère du

commerce et de l'industrie (M. Ochum Genes Karlo). Ces changements importants interviennent à un moment critique pour le processus de réforme économique et financière, alors que le pays se prépare à sortir d'un programme suivi par le FMI et espère accéder à de nouveaux prêt dans les prochains mois. Réagissant à ces nominations, M. Dut Majokdit un haut responsable du SPLM-IO, principal mouvement d'opposition dirigé par le premier Vice-Président Riek Machar, a appelé le gouvernement à réformer la banque centrale au lieu de continuer à changer de direction, car l'inflation persistante nuit à la population.

Tanzanie

Baisse de l'excédant commercial vis-à-vis à l'CAE

Selon le rapport annuel 2020/2021 de la Banque de Tanzanie publié le 31 décembre 2021, la Tanzanie a exporté des marchandises d'une valeur de 811,2 MUSD vers la région de l'EAC en 2020, contre 678,5 MUSD l'année précédente, tandis que les importations en provenance du bloc ont légèrement diminué, passant de 334,7 MUSD à 326,7 MUSD. Le Kenya est resté le principal partenaire commercial de la Tanzanie au sein de l'EAC, représentant 28,4 % des exportations intra-EAC et 76,4 % des importations en 2020. Les exportations du pays vers le Kenya étaient évaluées à 230 MUSD au total contre 249,6 MUSD d'importations. Les exportations vers le

Rwanda ont atteint la barre des 207,7 MUSD en 2020, en hausse de plus de 15 MUSD par rapport à 2019, tandis que les exportations vers l'Ouganda et le Burundi ont également enregistré des chiffres en nette amélioration de 190,9 MUSD et 179,1 MUSD en 2020 contre 124,4 MUSD et 88,4 MUSD en 2019, respectivement. La dernière fois que la Tanzanie a officiellement enregistré plus d'exportations que d'importations avec le Kenya sur une année entière remonte à 2016.

L'excédent commercial de la Tanzanie en Afrique de l'Est s'élève à 484 MUSD

La présidente de Tanzanie Samia Suluhu Hassan a annoncé, le 8 janvier 2022, un remaniement ministériel qui a vu des ajustements de portefeuille et la nomination de nouveaux ministres (Culture, Education, Affaires sociales, Administration régionale, Travail et jeunesse, Affaires parlementaires). Le vice-ministre de l'agriculture Hussein Bashe est nommé ministre. Les ministres des Finances, de la Défense, de l'Énergie, du Tourisme et des Affaires étrangères restent inchangés. Ce remaniement a porté création d'un nouveau ministère chargé de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie, dirigé par Dr Ashatu Kijaji. Madame Kijaji était précédemment ministre de la Communication et des Technologies de l'information. La création du ministère de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie intervient en soutien à la politique du gouvernement pour attirer

les investisseurs dans le pays. L'objectif affiché par la présidente est d'accroître les investissements et de renforcer la supervision de ce secteur.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international